

S e libérer ensemble

François Labbé,
agent de recherche et de
liaison au Regroupement des Auberges
du cœur du Québec, et président du
conseil d'administration du Centre
d'éducation des adultes de Saint-Henri-
Petite-Bourgogne (2004-2007)

On pourrait s'étonner que, malgré les structures démocratiques, libérales, rationnelles et scientifiques de la société québécoise, des préjugés fondés sur des différences perçues entre les individus ou les groupes résistent aux efforts collectifs pour s'en défaire. Ainsi, même si, depuis 40 ans, notre système d'éducation public s'est notamment donné la mission de transmettre des valeurs fondamentales comme l'égalité, le respect et l'ouverture à la différence, les préjugés se perpétuent d'une génération à l'autre. Largement répandus, communément admis, ils forment en silence nos croyances les plus tenaces, deviennent la norme socialement acceptable et fondent la légitimité politique de différentes formes d'injustices.

Si nous sommes impuissants à déraciner une bonne fois pour toutes les préjugés, nous ne pouvons nier notre capacité de les reconnaître, de les dénoncer et d'en neutraliser les effets négatifs. Pour les organisations communautaires et les groupes populaires, cette lutte devrait faire partie intégrante de leurs missions. D'abord parce que les préjugés les plus funestes ciblent trop souvent les personnes avec et pour lesquelles nous agissons. Ensuite, parce que chacun de ces préjugés est un assaut contre certaines de nos valeurs fondamentales : la justice sociale, la solidarité, la démocratie, le respect. Enfin, parce que nous devenons nous aussi, sans le vouloir, porteurs de préjugés.

Dans le présent article, nous verrons à quel point il est important d'assumer la dimension politique des préjugés et, par conséquent, de nos pratiques si nous souhaitons nous attaquer sérieusement à l'impact des préjugés sur les personnes qui fréquentent nos organismes. Également, nous explorerons le dialogue critique en tant que moyen de combattre les préjugés qui tendent à paralyser le travail accompli dans nos organisations. En dernier lieu, nous inviterons les groupes populaires et communautaires à tisser des liens plus étroits entre leurs missions, leurs valeurs, leurs discours et leurs actions, c'est-à-dire à se tourner du côté de l'action collective.



La politique des préjugés

La nécessité de combattre les préjugés est devenue une pièce centrale dans un plan global de lutte pour l'amélioration des conditions de vie des personnes en difficulté, qu'il s'agisse de jeunes, d'adultes analphabètes ou de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté. Et d'autant plus que les préjugés forment l'un des obstacles majeurs à la

du lien d'affection entre la mère et l'enfant et celle des premières expériences infantiles dans le développement de la personnalité. Dans les deux cas, les préjugés avaient une apparence de gros bon sens parce que nous croyons généralement en cette dignité par le travail et en cette importance déterminante de l'affection de maman pour l'avenir de bébé¹.

gouvernementales et leurs conséquences sur la vie des personnes jugées. Cependant, nous n'articulons pas cette compréhension autour de moyens d'action pertinents. Pour combattre les préjugés, nous croyons nécessaire de sensibiliser ou d'éduquer les décideurs, les classes sociales qui jugent les personnes en difficulté sans connaître leurs réelles conditions d'existence. Les préjugés ne sont ni plus ni moins que les conséquences d'une ignorance ou d'une incompréhension de la part des juges.

Or, les préjugés des classes dominantes prennent moins leur origine dans l'incompréhension ou l'ignorance que dans le mépris. Ces préjugés sont autant d'expressions d'une croyance

La nécessité de combattre les préjugés est devenue une pièce centrale dans un plan global de lutte pour l'amélioration des conditions de vie des personnes en difficulté, qu'il s'agisse de jeunes, d'adultes analphabètes ou de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté.

transformation significative des politiques sociales. Largement diffusés et partagés par une tranche décisive de l'électorat québécois, ils viennent soutenir certaines décisions politiques et, de fait, les légitimer.

À l'automne dernier, deux événements ont pris une grande importance : le traitement des personnes dites aptes au travail par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, de même que l'intervention dans les familles pauvres et en grande difficulté de la part du ministère de la Santé et des Services sociaux, en particulier de sa composante Protection de la jeunesse. Dans les deux cas, les politiques, programmes, interventions, mesures et traitements s'appuyaient explicitement sur des préjugés : pour le premier, la dignité par le travail et le devoir de mériter un niveau de vie décent ; pour le second, l'importance déterminante

Notre socialisation à l'intérieur d'un système de valeurs nous a préparés à confondre une croyance socialement forte et largement partagée, façonnée par les classes dominantes — en position de déterminer les valeurs, les mythes, les symboles, les croyances et les préjugés les plus puissants de notre système social — avec la vérité. Et les moyens de domination de cette classe ne sont pas tant la force brutale — qui provoquerait des révoltes destructrices — que le conditionnement de notre éducation, notre acculturation, la manipulation et la conquête de nos consciences. Les iniquités entre riches et pauvres, puissants et humbles, deviennent alors légitimes, accidentelles, naturelles, un moindre mal ou inévitables. Notre soumission inconsciente rend possible la paix sociale.

Nous comprenons généralement bien l'influence des préjugés sur les politiques

ferme en leur supériorité morale sur les autres classes sociales et autant de justifications à l'exercice de leur pouvoir, de leur contrôle.

Si nous souhaitons nous attaquer sérieusement aux préjugés qui ciblent les personnes au cœur de nos missions, il faut déplacer la lutte sur le terrain politique et viser une reconfiguration des pouvoirs entre les classes sociales, un processus qui prend son envol au sein de nos organisations et s'étend dans l'espace public. Deux conditions essentielles sont à mettre en œuvre ou à revitaliser : la pratique du dialogue critique et celle de l'action

Notre soumission inconsciente rend possible la paix sociale.

¹ De nombreuses recherches scientifiques démontrent, entre autres, à quel point la théorie de l'attachement est d'une nature indémontrable, à quel point elle s'appuie sur des croyances et comment elle vient gommer les causes socioéconomiques et politiques des difficultés des familles.

Si nous souhaitons nous attaquer sérieusement aux préjugés qui ciblent les personnes au cœur de nos missions, il faut déplacer la lutte sur le terrain politique et viser une reconfiguration des pouvoirs entre les classes sociales.

collective, telles que l'éducation populaire les conçoit.

Le dialogue critique comme point de départ

Le dialogue critique permet à « l'éduquant » et à « l'éduqué » d'analyser, en interaction, leurs savoirs, leurs croyances, leurs valeurs, leurs conditions de vie, leurs visions du monde et d'interroger le contexte historique, social, culturel, politique, environnemental ainsi que tous les facteurs qui influencent leur identité individuelle et collective.

Le dialogue critique, point de départ (en principe) de toutes nos actions, « part du vécu des personnes », idée incontournable en éducation populaire. Encore faut-il ne pas confondre avec l'idée « qu'on se fait » du vécu des personnes. Trop souvent, nous avons une idée préconçue de l'expérience de l'autre et, partant, de ses besoins ou des objectifs qu'il devrait se fixer pour « s'en sortir ».

Pour transgresser les rôles éduquant et éduqué, il doit y avoir une volonté consciente, permanente d'apprendre ensemble, de comprendre ensemble, d'agir ensemble, de se libérer ensemble. Le résultat attendu est nécessairement une transformation des savoirs, des croyances, des certitudes, des visions

du monde, des pratiques aussi. Il n'est pas facile de questionner nos habitudes et nos certitudes. Pour beaucoup d'entre nous, ce l'est encore moins de questionner celles de ces personnes que nous jugeons *a priori* fragiles. Une telle attitude ne reproduit-elle pas des préjugés de classe, ne maintient-elle pas le *statu quo* et ne pose-t-elle pas les bases d'une pratique d'adaptation sociale et de services palliatifs?

Pour transgresser les rôles éduquant et éduqué, il doit y avoir une volonté consciente, permanente d'apprendre ensemble, de comprendre ensemble, d'agir ensemble, de se libérer ensemble.

Involontairement, nos organisations servent trop souvent de relais aux préjugés que les classes dominantes destinent aux personnes déshéritées afin de leur « enseigner » l'esprit de soumission et de désespoir qui contribue à maintenir la paix sociale. Ces préjugés paralysent, ou du moins nuisent grandement à nos capacités d'agir tous ensemble dans l'accomplissement de nos missions.

Le dialogue critique en action : trois exemples

Plusieurs dizaines de participantes et de participants en alphabétisation populaire, soutenus par leur équipe d'animation respective, organisent une action pour faire connaître une injustice les touchant directement. Ils choisissent de manifester devant Télévision Quatre Saisons à l'heure où

un commentateur populiste s'agite en ondes, car ils le considèrent comme un défenseur du peuple. Ils s'attendent à ce qu'il s'intéresse naturellement à leur manifestation, écoute leur revendication et leur offre une couverture médiatique. Malheureusement, ce jour-là, ce n'est pas le cas.

Que peut-on tirer de cette expérience? Des questions s'imposent très certainement. Quelle place occupent les médias de masse? Quel est leur rôle? leur pouvoir? leur idéologie? Qu'en est-il de l'apparente sympathie « populaire » du commentateur visé par l'action? Les médias contribuent-ils ou non à l'avancement de nos luttes? Certaines participantes, certains participants disent croire en la toute-puissance des médias et de quelques vedettes des ondes pour dénoncer les injustices et redresser les torts. N'est-ce pas également ce que pensent les organisations communautaires et populaires? Au fond, ne croyons-nous pas que les luttes les plus importantes doivent d'abord être une réussite médiatique? qu'il ne faut pas descendre dans la rue si les médias risquent de ne pas couvrir l'événement? qu'une action sans couverture médiatique, avec une mauvaise presse ou donnant lieu simplement à un entrefilet est un échec? Si la lutte devient essentiellement un message à polir, à mettre en scène et à vendre, le pouvoir d'agir n'échappe-t-il pas aux personnes et aux organisations directement concernées?

Dans un dialogue critique, il devrait être possible de défier les croyances qui nous conduisent à l'entière dépendance vis-à-vis des instruments mêmes des classes dominantes, à notre

impuissance lorsque ces dernières ne daignent pas nous accorder d'attention, à l'inaction lorsque les échecs se multiplient. N'y aurait-il pas d'autres objectifs dans le travail de mobilisation des groupes plus fondamentaux que de se faire voir?

Involontairement, nos organisations servent trop souvent de relais aux préjugés que les classes dominantes destinent aux personnes déshéritées.

Autre exemple. Une intervenante pense qu'on ne doit pas aborder les questions politiques et économiques avec les jeunes adultes sans abri et en difficulté. La raison : ils n'ont aucun pouvoir sur ce système qui produit, maintient, renforce les inégalités et les injustices traversant leur existence. En parler, ce serait accroître leur sentiment d'impuissance. L'intervenante reconnaît également son incapacité à changer le système. À ses yeux, la seule intervention appropriée est bel et bien de favoriser l'insertion sociale du jeune. C'est, selon toute apparence, l'approche la plus pragmatique. Pourtant, plusieurs jeunes doivent être hébergés de nouveau après quelques «malchances» qui leur ont fait perdre l'appartement durement acquis.

Imaginons ces jeunes et des intervenantes, des intervenants en plein dialogue critique sur les

politiques sociales inéquitables et les injustices qui déterminent les conditions d'existence des premiers et les pratiques des seconds. Serait peut-être abordée la paralysie ressentie par les uns et les autres devant ce système arbitraire et apparemment tout-puissant. On discuterait sans gêne des limites des pratiques d'intervention qui, partant toujours d'une bonne intention, remettent toutefois aux personnes l'entière responsabilité de supporter seules les attaques programmées et systématiques du régime politique. Une intervenante expliquerait pourquoi elle n'ose pas, ou n'ose plus, parler des aspects sociaux des difficultés éprouvées par les jeunes. D'autres approfondiraient peut-être cette explication, chercheraient tout haut à comprendre d'où elle vient et où elle mène fatalement et, par conséquent, se demanderaient s'il faut continuer à taire certaines choses et à intervenir de telle et telle manière.

Un dernier exemple. Un soir, au bout d'une année de lutte contre les décisions abusives d'une commission scolaire, des actrices, des acteurs de divers centres d'éducation populaire sont réunis pour établir un bilan. Il semble y avoir impasse sur le plan politique. La vigueur des actions des premiers mois s'est épuisée lorsque certaines personnes ont baissé les bras devant les maigres résultats atteints. Quelques-uns proposent une stratégie d'action plus radicale, qui rejoindra aussi les personnes en difficulté pour stimuler leur militantisme. C'est alors

qu'on entend tous les clichés possibles sur ces personnes trop médicamentées, trop malades, trop âgées, trop coupées de leurs émotions, trop occupées à survivre, trop prises par la garde des enfants, trop individualistes pour descendre dans la rue.

Un dialogue critique permettrait aux formatrices, formateurs, participantes, participants de débattre l'opinion selon laquelle certaines personnes sont trop pauvres, trop malades, trop jeunes, trop vieilles, trop mal prises pour quitter leur rôle «d'individu ayant des problèmes» et assumer celui de citoyenne, de citoyen engagé activement dans la lutte pour l'amélioration de ses conditions de vie². Les fondements des préjugés formulés plus tôt pourraient être examinés, ainsi que leurs conséquences sur l'organisme. Ont-ils un impact sur les activités et les services offerts? Déterminent-ils le type de salariés, de bénévoles, d'administratrices et d'administrateurs recherchés? Déterminent-ils qui se sent à l'aise dans l'organisme, qui n'y vient pas ou n'y revient plus?

Mais le dialogue critique à lui seul ne suffit pas. Choisir de lutter contre les préjugés exige de s'arrêter aux circonstances qui entraînent le blocage du dialogue et de les transformer.

Faire autrement

Dans l'ensemble des organisations communautaires et populaires, on trouve, en règle générale, deux grandes logiques d'actions : l'adaptation sociale et la transformation sociale.

2 N'y aurait-il pas au contraire une force invisible à notre regard dans ce que nous considérons comme une «trop grande faiblesse» chez certaines personnes? Imaginons la réaction des forces de l'ordre dans une manifestation de personnes apparemment «fragiles» physiquement (jeunes mères avec un bébé dans les bras, enfants tenant la main de personnes âgées ou handicapées, etc.). Une réaction musclée discréditerait les autorités en cause et augmenterait le pouvoir de revendication des manifestantes et des manifestants. Au contraire, une absence de réaction permettrait aux manifestantes et aux manifestants de saisir toute l'étendue de leur pouvoir (ils auraient «paralysé» l'adversaire). Et pour leur prochaine manifestation, ces personnes n'auraient-elles pas la «force» d'être plus audacieuses encore?

Bon nombre d'organisations sont déchirées entre les deux, mais la majorité opte pour la première. Le système étant perçu comme le seul possible, donc comme tout-puissant, le bon sens veut qu'on consacre l'essentiel des ressources à pallier les problèmes des personnes et non à lutter sans espoir pour transformer la société.

L'adaptation au régime politique et économique actuel — celui-là même qui creuse les écarts entre les riches et le reste de l'univers, qui va bientôt léguer aux générations futures les catastrophes écologiques et sociales les plus terrifiantes de l'histoire — est, écrivait le sociologue Alain Accardo, non pas tant une attitude consciente qu'un «ajustement pratique spontané et socialement conditionné, dont les mécanismes sont hors du champ de la conscience immédiate...»³. C'est toute l'importance de notre

socialisation. Aucune société ne survivrait si elle «mettait au monde» et éduquait des femmes et des hommes qui remettent tout en question, tout le temps. Elle produit des femmes et des hommes qui lui ressemblent et qui vont lui permettre de durer.

La transformation de la société apparaît souhaitable ou nécessaire pour certaines et certains d'entre nous, mais aussi impossible compte tenu de nos moyens. Nuisent à nos capacités d'agir les préjugés que nous entretenons sur la toute-puissance du système capitaliste. Ces croyances nous enferment dans une logique d'adaptation à une réalité donnée comme immuable, nous poussent à pallier encore et encore la misère ou à intervenir «sur» les personnes afin de favoriser leur intégration à une existence trop souvent indigne, parfois carrément révoltante. Inspirées par de bonnes intentions, nos pratiques favorisent ainsi l'adaptation progressive, inconsciente de l'organisme et des personnes à un système fondé sur des iniquités. À force de s'adapter, de s'ajuster, avons-nous encore les compétences et l'expérience de faire autrement?

Le dialogue critique doit déboucher sur l'action collective et lier le problème des préjugés au politique et aux structures d'inégalités sociales. Or, le Québec a produit peu de formations pratiques⁴ ou de guides pour l'action collective, la mobilisation et l'organisation des personnes les plus touchées par un problème. Personne non plus, parmi les vétérans des années 60 et 70, n'est venu répondre à nos

Inspirées par de bonnes intentions, nos pratiques favorisent ainsi l'adaptation progressive, inconsciente de l'organisme et des personnes à un système fondé sur des iniquités.

questions pleines d'inquiétude. Il faut donc sortir de notre zone de confort, accepter d'entrer dans une période d'incertitude et expérimenter au jour le jour de nouvelles pratiques et actions. Avec un peu de chance et beaucoup de persévérance, nous pourrions peut-être ouvrir des chemins pour d'autres, plus jeunes.

Présentement, notre tâche demeure la plus ardue qui soit. Rien n'est plus difficile que l'action collective lorsqu'il s'agit d'intervention communautaire ou d'éducation populaire. En l'absence d'expérience, nous avons besoin de croire. Croire en notre rêve de société progressiste. Croire que les personnes au cœur de nos missions sont les plus à même d'accomplir la tâche de transformation sociale. Croire en notre capacité d'animer ce rêve et ces personnes.



3 Alain ACCARDO. *De notre servitude involontaire. Lettre à mes camarades de gauche*, Marseille/Comeau, Agone Éditeur, et Montréal, Nadeau Éditeurs, 2001, p. 24.

4 Notons cependant la formation *L'action collective dans nos groupes* donnée par le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec.